

# LA NOUVELLE MIGRATION DES PEUPLES

---

La légende populaire allemande nous parle du Docteur Eisenbart, ce médecin miraculeux qui « kuriert die Leut' nach seiner Art », qui guérit les gens à sa façon. Si le malade avait la rage aux dents, il les lui arrachait, et si le patient souffrait aux orteils, il lui coupait le pied. On ne nous apprend d'ailleurs point comment le célèbre disciple d'Esculape traitait les maux de tête. L'Allemagne contemporaine, lasse des doutes du Docteur Faust, en revient aujourd'hui au Docteur Eisenbart. C'est dans l'esprit de ce dernier que le Führer entend résoudre le problème des minorités nationales, de concert avec les dirigeants soviétiques.

L'idéologie nationale-socialiste considère comme but à poursuivre la confusion entre l'*État* et le *peuple*. Il est vrai que, depuis mars 1939, on admet que des nations étrangères soient incorporées à l'Empire, sous forme de protectorats ou après annexion pure et simple. Mais en même temps les Allemands se refusent à tolérer que des *Volksgenossen* germaniques soient soumis à des lois étrangères. Toutes les terres habitées en masse compacte par des hommes de sang et de langue allemande devraient être réunies au Reich. Tant mieux, si ces flots de peuplement germanique ne sont séparés de la mère-patrie que par des régions faciles à conquérir. Dans le cas contraire, il faut recourir à d'autres solutions.

Restés fidèles à leur propre logique, les maîtres de l'Empire national-socialiste auraient dû se rappeler leur slogan de « *Blut und Boden* », le sang et le sol. Ils n'auraient donc pas arraché les Allemands du dehors au sol que ceux-ci cultivaient depuis de longs siècles. Les doctrinaires de Berlin eussent pu adopter un traitement conservateur, s'ils trouvaient que la situation des minorités germanophones dans le monde nécessitait des remèdes efficaces. La puissance du Troisième Reich aurait permis divers procédés : forcer les États intéressés à doter les *Volksdeutsche* d'un statut spécial, à

leur accorder tels ou tels privilèges pour garantir la permanence de leur germanité; ou bien, établir soit une double citoyenneté, soit la ressortissance allemande pour tout membre du groupe ethnique tudesque; enfin, réclamer de certains États, trop faibles pour s'y opposer, la cession de territoires où la minorité allemande formait la... majorité, et qui seraient devenus esclaves du Reich. Tant de moyens subsistaient pour rattacher solidement à la communauté nationale les Allemands du dehors, tout en les laissant vivre et travailler dans leurs pays de naissance, où ils auraient été les agents les plus zélés du nazisme.

Les premières années du régime hitlérien virent en effet quelques tentatives dans ce sens. Le fameux « *Verein für das Deutschtum in Ausland* » (VDA), qui date encore du siècle passé, multiplia son activité. Cette Ligue pour le Germanisme à l'Étranger fut secondée puissamment par l'organisation pour l'Étranger de la NSDAP. Celle-ci avait pour but la tâche d'entretenir dans l'esprit national-socialiste les citoyens du Reich vivant au delà des frontières. Elle s'occupait cependant aussi de synchroniser les *Volksge nossen* citoyens d'États non-germaniques et d'améliorer leur condition. C'est ainsi que le chef de cet office, le Gauleiter et Secrétaire d'État Bohle, fit des voyages à Budapest et dans d'autres capitales danubiennes, pour y négocier carrément un nouveau statut des minorités allemandes.

Soudain, soudain en tout cas pour les non-initiés, le vent changea. Un projet d'une hardiesse exceptionnelle fut élaboré. La date exacte de sa conception nous est encore inconnue, mais il sera important de la connaître pour le dossier qui établira la responsabilité de cette guerre. Selon toute probabilité, la décision de provoquer une nouvelle migration des peuples fut prise vers la fin du printemps 1939, certainement après l'entrée en Tchéco-Slovaquie et après la conclusion du pacte polono-britannique, mais avant l'accord, survenu en juillet, entre l'Italie et le Reich, qui régla le sort des Allemands du Trentin.

De quoi s'agit-il ? Les groupes ethniques de langue allemande auront à quitter leurs sièges situés en dehors de l'Empire et seront « rapatriés » au pays d'où leurs ancêtres avaient émigré. Des millions d'êtres humains seront transplantés de leur milieu naturel dans un entourage complètement

neuf pour la plupart d'entre eux, et cela au nom d'une doctrine aucunement probante. Était-ce vraiment par un pur souci idéologique que ces masses devaient se mettre en route ? Que non, le Troisième Reich se servait d'un prétexte commode pour réaliser à la fois un triple avantage : renforcer les effectifs de la propre population, en ce faisant, créer de nouveaux titres pour demander, au nom d'un « *Volk ohne Raum* », d'un peuple sans espace, une expansion territoriale jamais assouvie ; remplacer dans les provinces, d'ores et déjà ravies à la Pologne, les indigènes sarmates et les intrus juifs par des colons sûrs et entièrement acquis au germanisme.

Ce sont les pourparlers relatifs à l'Alto Adige qui ont fait germer le plan monstrueux à l'exécution duquel nous assistons actuellement, mais c'est l'affaire de Pologne qui a déclenché le mouvement. Reprenant sur une échelle beaucoup plus vaste les desseins de Bismarck et de ses acolytes, Hitler retourne par essence aux méthodes expansionnistes du haut moyen âge, sinon à celles de l'Antiquité assyrienne.

\* \* \*

Les Germains sont migrants et conquérants par instinct. Depuis les invasions barbares dans l'Empire romain, des parcelles plus ou moins considérables de la masse germanique se sont à chaque époque détachées, pour fournir de maîtres et de colons quelque nouveau coin de l'univers. Nous n'avons pas à évoquer toutes les entreprises des Vikings et des Normands. Quant aux Allemands proprement dits la riante Ausonie les a charmés et invités à des visites passagères, aux rapines et aux pèlerinages, mais ce sont les vastes et fertiles étendues de l'Europe de l'Est et du Sud-Est qui ont attiré avec une force magique les Teutons pour y fonder des foyers, des villes et des États. L'incapacité des Slaves à résister aux assaillants fut toujours nette. En cherchant les points de moindre résistance, les Allemands, renfermés dans les limites d'un Empire plus ou moins privé de possibilités d'extension vers le Nord, l'Ouest et le Sud, se ruèrent vers l'Elbe et l'Oder, le long de la Baltique, et sur un front qui allait de cette Mer jusqu'aux Sudètes, aux Beskides et aux premiers contreforts des Karpathes. Du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, toutes les terres situées entre l'Elbe et l'Oder furent germanisées : on exterminait ou on refoulait les

indigènes slaves, remplacés par des paysans immigrés du Reich, on accueillait au sein de la communauté nationale-germanique les naturels du pays. Vers la fin de cette période, deux ordres de moines-chevaliers, les Teutoniques ou Croisés, et ceux du Glaive, conquièrent au bord de la Mer, de vastes provinces habitées par des Slaves ou, et surtout, par des Baltes. Ils y appelèrent en masse des bourgeois et des manants de toutes les Allemagnes, qui fondèrent des villes et des villages.

Entre ces deux zones gagnées au *Deutschtum*, les Marches Orientales du Reich (le Mecklembourg, la Poméranie, le Brandebourg, la Misnie, la Lusace) et les territoires des deux Ordres chevaliers, jamais incorporés à l'Empire, s'élevait une barrière demeurée slave, polonaise. Pendant plusieurs siècles, du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup>, les Allemands essayèrent de la rompre ou de la submerger. Ils n'y parvinrent qu'en partie, dans la fraction la plus avancée vers le Sud, de cette digue, en Silésie. Là, ils réussirent à germaniser les princes, d'origine polonaise ou tchèque, Piastes, Premyslides ou Podebradys, et à dominer toutes les villes. Le pays prit insensiblement l'aspect d'une terre allemande, quoique la campagne restât fidèle à la langue et aux mœurs polonaises. Mais par ailleurs, l'offensive germanique échoua, aussi bien avec des moyens guerriers—les agressions des Chevaliers Teutoniques dirigées contre la Pologne et la Lithuanie se soldèrent par une catastrophe—qu'en employant les méthodes de pénétration pacifique : les villes polonaises érigées ou habitées par des « hôtes » allemands se sarmatisèrent complètement. Là, où aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles les actes publics étaient encore rédigés en langue germanique, les descendants des colons primitifs assistaient aux sermons allemands, derniers résidus de temps écoulés, « jak na niemieckim kazaniu », « comme à un sermon allemand », voire sans en comprendre le premier mot.

L'état de choses qui prévalait aux dernières années du moyen âge ne changea plus jusqu'à l'époque de la Révolution française et des partages de la Pologne. Vers 1770, les frontières linguistiques ne différaient pas de celles de 1500. Des survivances slaves se maintenaient en Poméranie, au Brandebourg et en Lusace, où les restes des Sorabes et des Polabes se confondaient lentement avec les autres paysans allemands ou germanisés, puis aux confins de la

Prusse Orientale, léguée par les descendants du dernier Grand-Maître de l'Ordre Teutonique aux Hohenzollern de Berlin, leurs proches parents. Ces slaves de Prusse, qui parlaient des dialectes polonais, les Kachoubes et les Masures, de même que les quelques Lithuaniens échappés à la vague germanisatrice, étaient sinon Allemands du moins Prussiens, c'est-à-dire Hohenzollerniens, de sentiment. Ils ressemblaient sous ce rapport aux « Wasserpolacken » de Silésie, détachés de l'Autriche et adjugés à la monarchie de Frédéric II par la suite de la Guerre de Sept Ans. Par contre, les Allemands de Pologne conciliaient un loyalisme de surface avec un profond sentiment national qui n'attendait que l'occasion de se manifester. C'était spécialement le cas des citadins de Dantzig et des autres villes de la "Prusse royale", peu enthousiastes de leur annexion à la Prusse des Hohenzollern, mais encore moins enthousiastes des liens séculaires qui les attachaient à la Rzeczpospolita.

Malgré leur aversion contre l'absolutisme de Berlin, ces *Volksdeutsche* devinrent les meilleurs auxiliaires de nouveaux maîtres, quand ceux-ci entamèrent la germanisation totale des provinces obtenues lors des trois démembrements de la Pologne. La Prusse Royale, transformée en *Westprussen*, fut conquise pour le *Deutschtum*, grâce à la collaboration d'une bureaucratie « éclairée », de citadins fiers de leur Kultur allemande et d'une petite noblesse, qui avait été tour à tour slave, germanisée, polonaise et qui s'imprégnait de sentiments allemands au service du roi de Prusse, surtout dans l'armée : York était un de ces szlachcics transformés en hobereaux. Seuls les paysans et les pêcheurs des côtes de la Prusse occidentale gardaient avec leur langue un vague souvenir de leur nationalité polonaise.

Toute autre était la situation ethnographique en Grande Pologne, attribuée aux Hohenzollern par le deuxième partage de la Pologne, en 1793, à l'exception de quelques districts annexés dès 1773, lors du premier démembrement. Dans cette province de Posen (Poznan), purement polonaise, les officiers et les fonctionnaires prussiens n'arrivaient pas à changer le visage national du pays, ni aux périodes d'accalmie, de 1815 à 1830 et sous Frédéric Guillaume IV, ami des Sarmates, ni pendant le proconsulat de Flottweell, précurseur du « cours » anti-slave de 1830 à 1840. Adhèrent au germanisme les Juifs, à peine sorti du ghetto—deux tantes

du Maréchal Hindenburg ont épousé *horrible dictu*, des israélites convertis au christianisme et à l'Allemagne, plus tard, Maximilien Harden et son frère, l'Oberbürgermeister Witting, appartiennent aux Juifs germanisés de Poznanie. Mais la noblesse, les bourgeois et les campagnards demeurèrent polonais, surtout du fait d'un antagonisme religieux qui les dressait contre les maîtres étrangers.

Bismarck s'entêta à vouloir briser d'un seul coup le catholicisme et le Polonisme, qui le combattaient d'un commun accord, durant tout le *Kulturkampf*. Il choisit des moyens brutaux, selon sa prédilection pour le sang et le fer. Guillaume II continua dans ce domaine l'œuvre de son illustre « serviteur » et ennemi. Les Polonais furent placés sous une loi d'exception, qui rétrécit sensiblement l'usage de leur langue au for intérieur et qui le prohibait dans l'administration et dans l'enseignement. Une lutte économique impitoyable s'engagea. Des paysans allemands et leurs familles furent importés par centaines de milliers pour s'installer à côté ou même au lieu des cultivateurs autochtones. La formidable puissance financière de l'Allemagne appuyait ces colons et les grands propriétaires allemands qui tentaient de se supplanter aux terriens sarmates. Une association privée, mais patronnée par les autorités, l'*Ostmarkenverein*, des Hahnemann, Kennemann et Tiedemann—d'où le nom d'*Hakatistes*, donné aux germanisateurs des « Marches Orientales »—réunit des sommes énormes pour acheter aux Polonais le sol de leur ancêtres. Et si l'argent ne suffisait pas pour faire céder les aborigènes, la violence, parfois aussi la chicane lui venaient en aide. On se souvient de la triste aventure du paysan Drzymala, qui, pourchassé de sa glèbe et de sa maison par le *landrat* prussien, campa dans une roulotte, pour braver des lois iniques et des autorités inhumaines. Bref, les Polonais ne capitulèrent pas; ils s'organisèrent dans une communauté nationale qu'un économiste allemand, le professeur Bernhard, a appelée avec un mélange d'admiration et de colère, *das polnische Gemeinwesen im preussischen Staat*.—Dirigés par le clergé, la noblesse et les intellectuels—le « patron » Wawrzyniak et le docteur Marcinkowski étaient les véritables dirigeants de cet Etat polonais à l'intérieur de l'Etat prussien,—ils défendirent avec succès la campagne et les petites villes. Des centres urbains plus importants furent cependant germanisés en grande

partie : l'architecture, le théâtre, les bibliothèques, les écoles, l'afflux de fonctionnaires, d'officiers, de négociants, d'artisans venus du Reich, contribuaient pour donner à Poznan, Bydgoszcz, Torun une apparence extérieure qui semblait justifier leur camouflage en Posen, Bromberg et Thorn.

Quant à la Silésie, ses régions occidentales autour de Breslau étaient complètement germanisées depuis le début des temps modernes. La Haute Silésie était sur le meilleur chemin de suivre cet exemple. Vers 1850, la population des campagnes et des petits bourgs ne savait plus exactement si elle parlait un dialecte allemand ou un idiome à part. Mêlée partout à des immigrés originaires de régions purement germaniques, dépourvue de couche supérieure, elle ne se sentait plus la force de résister à la dénationalisation. Ceux qui montaient de quelques échelons dans la hiérarchie sociale s'agrégeaient en même temps à la communauté allemande. Témoin le célèbre romancier Gustav Freytag, auteur d'un roman polonophobe non moins fameux, (« *Soll und Haben* ») et lui-même petit-fils d'un *Piatek* (Vendredi), paysan wasserpolack ! Un autre fils de ce peuple, Korfanty, qui mourut à la veille de présente guerre, a réveillé dans ses compatriotes la conscience nationale. Depuis la fin du siècle passé, la Haute Silésie compte, face aux Allemands, une masse flottante d'indécis et un nombre toujours croissant de Polonais convaincus.

Après la résurrection de la Rzeczpospolita, la nation polonaise se vit gratifiée de plus d'un million de concitoyens germanophones, dont près de 400,000 en Posnanie et dans le « corridor » poméranien, plus de 200,000 en Silésie, un quart de millions dans les voïévodies de Varsovie et de Lodz, plus de 100,000 dispersés dans le reste du pays, surtout en Volhynie et en Galicie. Le premier groupe embrassait ce qui restait des commerçants, des artisans, des colons et des intellectuels germaniques, après le départ des fonctionnaires et de la majorité des Allemands fraîchement immigrés. Les Allemands de Silésie, c'étaient ceux de la population indigène qui avaient une conscience nette de leur germanisme, tandis que les masses flottantes rejoignirent maintenant la communauté polonaise. Les Allemands de Varsovie et de Lodz sont uniquement des nouveaux venus, dont la présence ne remonte pas au delà du XIXe siècle. Il en est de même pour la Volhynie, tandis qu'en Galicie les premiers colons

germaniques ont été appelés par Joseph II, après que cette province eut été « revendiquée » par l'Autriche en 1773.

Lors du recensement de 1931, on n'a plus relevé que 740,000 Allemands, mais en admettant les erreurs d'optique usuelles en Europe orientale, nous pouvons supposer que le chiffre de 1,000,000 correspond plus à la réalité. Pourtant ces *Volksdeutsche* qu'Adolf Hitler a maintenant « délivrés » ne sauraient alléguer de droits quelque peu respectables qu'en Haute Silésie et en Poméranie, où les principales villes ont une tradition germanophone qui s'est perpétuée depuis le XIVe siècle. Partout ailleurs, les traces plus anciennes du germanisme avaient disparu depuis longtemps ou bien le *Deutschtum* n'a consistance que depuis 100 ou 150 ans, au milieu de majorités écrasantes polonaises.

\* \* \*

C'est là, dans ces terres archi-polonaises que les efforts d'un Bismarck, visiblement trop peu brutaux, n'ont pas réussi à germaniser notablement, c'est dans les anciennes provinces de Westprussen et de Posen, puis en Haute Silésie, récupérées et agrandies par les moyens que l'on sait, c'est en outre dans des régions qui n'ont jamais connu de colonisation allemande et où le compatriote de Goethe n'était pas plus fréquent que celui du Dante ou de Shakespeare, en Masovie septentrionale, que seront dirigés les *Auslanddeutsche*, les Germains du dehors qui ont pourtant derrière eux un stage de 500, 600 et même 700 ans de séjour dans les pays qu'ils sont obligés de quitter dare-dare.

Ainsi les Allemands des provinces baltes : des nobles, venus du Reich, Chevaliers du Glaive et leurs parents, des citadins affiliés à la Hanse, des paysans et de petits artisans vivaient en Esthonie, en Livonie et en Courlande depuis le XIIIe siècle. Le gros des Allemands baltes a toujours appartenu aux classes supérieures, mais nous pouvons citer l'exemple illustre d'une paysanne balte d'origine germanique, Catherine Ière, Impératrice de toutes les Russies, femme de Pierre le Grand, née Moritz, d'humbles parents allemands de Lettonie. Au demeurant, l'allemand et les Allemands faisaient prime dans ces régions. La langue de Luther y fut l'idiome des gens cultivés et la seule à être admise à l'Université de Dorpat au XIXe siècle.

La noblesse et les universitaires, les pasteurs et les commerçants d'origine allemande se comportaient d'ailleurs avec une parfaite loyauté, et même avec un loyalisme excessif envers la Russie et les Tsars. Ils avaient en revanche le privilège de fournir à l'immense Empire une longue théorie de ministres, d'ambassadeurs et de généraux, de fonctionnaires et de savants éminents. Des noms comme ceux des Nesselrode, des Benckendorff, des Keyserlingk, des Fredericks, des Berg, des Lieven, des Krudener nous certifient le rôle assumé par les barons baltes dans l'Empire des Romanoff. Et pourtant, le nationalisme russe ne supportait pas plus les manifestations de la culture allemande que celles des Esthoniens, des Lettons et des Lithuaniens qui se réveillaient à une existence autonome.

Les efforts russificateurs des panslavistes de St-Pétersbourg demeuraient vains ; la position allemande dans les provinces baltes était inébranlable. Elle ne fut sérieusement menacée que par la Guerre de 1914-8 et la fondation de trois Etats indépendants, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Sans vouer de reconnaissance exagérée aux corps francs germaniques qui les avaient aidés à refouler les bolchéviks, les trois républiques baltes votèrent des lois de réforme agraire draconienne pour déposséder les barons allemands et pour leur ôter ainsi une puissance tant économique que politique. Ce coup porta. Des familles qui avaient joui d'une richesse séculaire et de tous les raffinements d'une civilisation aristocratique se virent réduites à une indigence honnêtes. Tels comtes, qui disposaient de huit châteaux et d'une fortune de dix millions de roubles, gardaient de ces splendeurs : le caveau héréditaire de leur race. Les rejetons de maréchaux et de ministres étaient heureux d'être admis au barreau, d'enseigner dans les Lycées ou d'entrer dans l'armée esthonienne, lettone, pour y occuper des grades modestes. Parfois, il est vrai, l'expérience des barons baltes leur procura l'accès des postes de commandement. Ainsi les marines esthonienne et lettone furent placées l'une sous les ordres du comte Keyserlingk, l'autre sous ceux du baron von Galza, tous deux amiraux.

La bourgeoisie allemande de Riga, de Mitau, de Reval et de Dorpat—aujourd'hui ces trois dernières villes s'appellent Jelgava, Tallinn et Tartu—fut également atteinte par des mesures répressives. L'église luthérienne d'Estho-

nie et de Lettonie fut dégermanisée. Mais en dépit du zèle déployé par les petites nations, heureuses d'être maîtresses de leurs destinées, la prépondérance économique du Tiers-Etat germanique ne fut pas aussi facile à éliminer que celle des barons baltes. Les Allemands étaient toujours les meilleurs ingénieurs, les techniciens les plus renommés, les médecins et les avocats les plus consultés, les industriels et les négociants les plus prospères; ils marquaient dans les sciences et dans l'érudition, ils publiaient des journaux universellement lus et ils produisaient des hommes remarquables, tels les deux grands écrivains de la maison des Keyserlingk, le conteur et le philosophe, le chirurgien von Bergmann ou les champions littéraires du national-socialisme, Møller von der Bruck et M. Alfred Rosenberg, le créateur du *Mythe du XX<sup>e</sup> Siècle*.

Et dire que c'est le Führer du national-socialisme qui accomplit ce que ni les Tsars et leur *tchinovniks*, ni les chauvins esthoniens et lettons n'avaient pu achever : la liquidation complète du germanisme en pays baltes ! Passant outre au légitime attachement que les Allemands de ces contrées vouent à leur terre natale, passant outre aux intérêts des individus et aux valeurs spirituelles et matérielles qu'une intervention brusque et violente a rapidement détruites, les dirigeants de Berlin usent des minorités germaniques en Estonie et en Lettonie comme d'excellents cobayes pour tenter une nouvelle expérience colonisatrice. La plupart de ces animaux à deux pattes auraient préféré ne pas abandonner leurs habitations présentes, les gouvernements de Tallinn et de Riga ne les auraient ni forcés ni même invités à partir, et cela pour des motifs économiques, par manque d'élites et parce que les rapports entre la majorité et la minorité s'étaient fortement améliorés au cours des dernières années. Mais les pactes germano-russes d'août et de septembre 1939 ont obligé le Reich à ne plus chercher d'influence, ni d'expansion dans les États baltes. Depuis lors, les Allemands de ces pays n'étaient plus d'aucune utilité politique et d'une mince valeur économique pour la mère-patrie. Adoncques, *veteres migrate coloni*: 200,000 germanophones d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et sans doute aussi de Finlande, se sont mis, se mettent et se mettront en route pour rejoindre, via Dantzig, leurs nouvelles résidences en Pologne occidentale, d'où les habitants actuels

auront été éloignés. Les adieux des malheureuses victimes de ce chambardement furent cordiaux et émouvants. Les autorités estoniennes et lettoniennes offrirent des repas d'apparat aux notables allemands partants. On se sépara dans les larmes : des amiraux, des généraux sont parmi les « trévenants », la mère et la sœur de M. Munters, ministre des affaires étrangères de Lettonie y figurent pareillement. Et voici que ces victimes, condamnées par une politique inhumaine à se faire les bourreaux d'autres victimes encore plus miséreuses, s'expatrient d'un pays qui fut le leur pour inonder des terres où ils seront à la merci de l'évolution européenne.

Ils y auront pour compagnons de fortune et d'infortune des Allemands de Russie. Le gros des germanophones de l'URSS semble cependant ne pas être destiné à l'émigration : ce sont les Wolgadeutschen, descendants de colons que Catherine II avait convoqués dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, afin de défricher les terres incultes et pourtant si fertiles du Sud de la plaine russe. Aujourd'hui, ils forment la République autonome des Allemands de la Volga, membre de la Fédération des Républiques soviétiques. Ayant gardé leur langue et, jusqu'au bolchévisme, leur foi protestante et mennonite, ils se sont toutefois adaptés, dans leur façon de vivre, aux mœurs du pays. Et comme ils ne se distinguent pas, par leur niveau social et intellectuel, de leurs voisins slaves et tartares, ils ont adhéré de grand cœur au communisme; ils ne supporteraient pas d'être subitement transférés dans un milieu aussi différent de leur entourage que le serait le Reich ou même la Pologne occidentale ; puis, ce sont les bolchévistes acharnés, Staline ne les livrera pas à son allié et rival. D'autre part, les Allemands du Reich qui, à une époque donnée, s'éprirent de leurs conationaux éloignés—pour ne citer que le roman indigeste et larmoyant de M. Ponten « Wolga, Wolga ! »—ont retenu du contact avec une première fournée de ces Russo-Germains un souvenir plutôt négatif, animé de nombreux poux et punaises et couvert d'une couche de crasse. Non, ces fils perdus de la Germanie ne seront pas inscrits au programme. Le reste des Allemands de Russie mérite davantage l'honneur de veiller sur la frontière orientale du Reich. Ce sont des ex-bourgeois et des paysans disséminés à travers l'immense

Union Soviétique, 200.000 ou un peu plus, à côté des 250.000 *Wolga-Deutsche*.

\* \* \*

Les Allemands de Bessarabie figureront-ils, au moment où paraîtront ces lignes, parmi ceux de Russie ou encore parmi les minorités nationales de Roumanie ? Quoi qu'il en soit, ils devront faire leurs paquets et se rendre en Pologne occidentale. Pauvres et arriérés, ils se distinguent cependant des communistes de la Volga par leur attachement au protestantisme et par leur admiration pour la terre et leurs ancêtres. Les autres Allemands de la *Romania Mare*, ceux de Bukovine et surtout ceux de la Transylvanie, ont atteint un niveau intellectuel, moral et économique élevé. Leur nombre est de un million et quart. En Bukovine, il s'agit des descendants de fonctionnaires autrichiens, de commerçants et d'artisans immigrés depuis l'époque de Joseph II, souvent aussi de rejetons de Juifs convertis. Faites attention, ô examinateurs de la pureté raciale, afin de ne pas recoller de brebis galeuses !

En Transylvanie, nous aurons devant nous une colonisation germanique aussi vieille et aussi importante que celle des pays baltes. On y rencontre deux couches d'émigrés. La première, très ancienne, les Saxons, date du XIII<sup>e</sup> siècle. Appelés par les Arpades de Hongrie, ils ont fondé des villes, où ils se sont gouvernés selon leurs lois et selon les privilèges que leur avaient octroyés les rois apostoliques. Un patriat riche et cultivé a créé dans ces foyers d'une splendide civilisation un puissant centre politique et spirituel. De pair avec les Magyars et beaucoup plus que les Roumains, les Saxons ont déterminé l'histoire du pays jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. A ce moment, ils ont adhéré à la Réforme, dont l'un des leurs, Honterus, fut un paladin de renommée européenne. L'invasion turque coupa court à l'essor des villes de Transylvanie, mais les Saxons résistèrent à la barbarie mieux que les Magyars et les Roumains. Ils avaient sauvé quelques débris de leur ancienne prospérité, quand les Habsbourg reconquirent le pays à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Alors, une seconde vague de colonistes allemands déferla sur cette principauté, les Souabes, invités par Charles VI, Marie-Thérèse et Joseph II. C'étaient des agriculteurs et des artisans re-

crutés en Allemagne du Sud pour repeupler les contrées devenues désertes par suite des guerres et de la tyrannie turque. Saxons et Souabes forment aujourd'hui une seule minorité allemande, où toutes les classes sont représentées, sauf la noblesse terrienne : les rares bourgeois anoblis ont adopté la langue magyare. La Transylvanie a fourni aux lettres et aux sciences germaniques beaucoup d'hommes remarquables, de hauts fonctionnaires et des généraux, dont nous ne citerons que le baron von Arz, dernier chef de l'Etat-major austro-hongrois.

La structure sociale et la provenance des Souabes de Hongrie est sensiblement la même qu'en Transylvanie. Pourtant, nous devons inclure, parmi les quelques 600,000 germanophones du Royaume apostolique, non seulement les descendants de colons appelés par les Souverains au cours du XVIIIe siècle, mais aussi des Autrichiens, allemands ou germanisés, venus au XIXe siècle et une population de langue allemande, autochtone à l'Ouest du pays, aux confins du Burgenland. A un degré encore plus considérable, tous ceux qui ont accédé aux couches supérieures se sont dénationalisés. Ainsi nous trouvons en Hongrie les rejetons d'anciennes familles citadines ou campagnardes germaniques comme dirigeants politiques—les présidents du Conseil Alexandre Wekerle, Friedrich, Daranyi et Imrédy, — comme gloires de la peinture—Munkácsy—et de la littérature—François Herczég-Herzog, mais ils sont tous magyarisés et appartiennent aussi peu à la minorité allemande que les nombreuses familles aristocratiques d'extraction autrichienne qui figurent parmi les magnats de Hongrie, les Windisch-Graetz, les Klebelsberg, les Khuen, les Wimpffen (d'origine alsacienne) etc. Certains hommes d'Etat hongrois se sont pourtant sentis allemands, un peu à la façon des grands seigneurs polonais de sang ruthène, *natione hungari gente germani*, tels les ministres Bleyer et Gratz. Pour de tels Hongrois allemands, le dilemme sera douloureux, tandis que la plupart de leurs frères de langue, les Allemands de Hongrie, fortement nazisés, « retourneront » avec joie au Reich, voire en Pologne occidentale, où rien ne les attache au sol !

Les plus de 100,000 Allemands de Spis (Zips), aujourd'hui slovaques, ont beau y habiter depuis le moyen âge, ils n'en suivront pas moins l'exemple de leurs conationaux de Hon-

grie, qui n'ont que cent à deux cents ans à oublier. Mais les 30,000 germanophones de Bratislava et environs auront probablement un sort plus raisonnable. Ils se retireront de la capitale slovaque au delà de la proche frontière jadis autrichienne, et maintenant grande-allemande.

Voici maintenant la Yougoslavie. Les Allemands du Banat partageront la destinée de ceux de Transylvanie et de Hongrie, et ce sera justice, car ils ont immigré en même temps et des mêmes contrées que ces derniers. Plus anciens dans leurs sièges, les Germanophones de Gottschee, en Sloveie, et moins anciens, quelques flots linguistiques allemands en Croatie, seront liquidés à la grande joie du gouvernement de Belgrade qui espère se débarrasser de presque tous ses 450,000 citoyens réclamés par le Führer. La Yougoslavie désirera surtout refouler vers le Troisième Reich les Allemands des alentours de Maribor, de Ljubljana et de Celje, dont la seule existence est susceptible d'engendrer des prétentions territoriales chez leurs protecteurs naturels.

La Yougoslavie et, plus modestement, la Hongrie seront privilégiées en ceci que, contrairement aux pays baltes, à la Russie, à la Roumanie et à l'Italie, elles n'auront pas uniquement à exporter du bétail humain, mais qu'elles recevront en échange quelques troupeaux de propres conationaux. Les Hongrois récupéreront les Magyars du Burgenland, la Yougoslavie les Croates de cette région et les Slovènes de Carinthie et de la Styrie méridionale. Ces derniers seront, d'après des informations sûres, remplacés par les Tyroliens du Sud que l'accord germano-italien du 21 octobre 1939 oblige à quitter le Haut-Adige. La minorité allemande de l'Empire fasciste, de 200,000 âmes, disparaîtra au bout de quelques années. Les uns, fidèles à leur *Volkstum*, opteront pour l'exode, les autres resteront en Italie, mais se perdront dans la masse unie des Italiens.

\* \* \*

Ainsi, près de trois millions de germanophones s'en iront de leurs villes et de leurs villages, où leurs ancêtres ont vécu et prospéré pendant une période qui varie de 100 à 700 ans. Sauf les exceptions peu nombreuses que nous avons mentionnées, tous ces expatriés, 2,700.00 2,800.000 se rendront

en pays conquis sur les Polonais dans les provinces de Prusse occidentale et de Poznanie, en Haute Silésie, puis dans les régions détachées du « royaume » de Pologne et même en Prusse orientale. Victimes d'un tort manifeste, ils auront à infliger, bon-gré, mal-gré, un tort encore plus révoltant à d'autres victimes innocentes, les Polonais pourchassés, et ils vivront sous la menace perpétuelle. Car, ainsi que l'a annoncé le gouvernement polonais de Paris, la restauration de l'indépendance de la Rzeczpospolita comportera immédiatement l'expulsion de tous les colons allemands installés dans les demeures des propriétaires légitimes exilés.

Est-ce donc vraiment une solution maîtresse que d'engendrer par un geste insensé et insensible à la misère humaine une série interminable de vengeances et d'horreurs ? D'ailleurs, nous ne pensons pas que la migration des peuples serait limitée aux mouvements que nous venons de décrire. Les 20,000 Allemands du Slesvig danois pourront se trouver sur la liste ; ils le redoutent et commencent à protester et à pousser des hauts cris. Demain, les maîtres du Troisième Reich envisageront peut-être des opérations pour ramener les germanophones belges d'Arlon, d'Eupen et de Malmedy, de Lorraine et d'Alsace. Après-demain, ils rappelleront, si bon leur semble, les descendants de sang allemand qui habitent les deux Amériques et les autres continents ! Le principe une fois posé : « retourne Germain en Germanie douce terre », on ne discerne plus où son application devra cesser.

Tenons-nous en pourtant aux pauvres, oh ! combien pauvres, trois millions d'*Auslanddeutsche*—la « Frankfurter Zeitung » du 31 octobre parle, dans un éditorial-programme du 31 octobre, de trois à quatre millions—qui seront logés prochainement en Pologne occidentale. Quels seront les stades et les conséquences de ce transfert ? D'abord, un nombre de Polonais au moins égal aux Germains immigrants devra évacuer la Poméranie, la Poznanie, la Haute-Silésie et les districts avoisinants. Ils se presseront, augmentés des 800,000 Polonais de l'*Alt-Reich* dans un avorton d'un semblant d'Etat polonais, où ils étoufferont dans la misère, malheureux « peuple sans espace », au milieu des deux nations géantes, maîtresses d'étendues immenses. Une félicité pareille attend les Tchèques, car ils seront parqués au centre du Protectorat, serrés de plus en plus par les Alle-

mands des Sudètes. Polonais et Tchèques apparaîtront cependant comme des privilégiés., comparés aux 3, 4, ou 5 millions de Juifs que les nazis sont en train d'enfermer dans la voïévodie de Lublin, où une région particulièrement malsaine au sud de cette ville doit devenir le camp de concentration le plus kolossal que l'on ait jamais imaginé.

Second stade : Polonais et Tchèques rongeront leur frein, se débattront dans leurs réservations et subiront lentement le sort des Indiens extirpés sans pitié. Les Juifs, pourvu qu'ils ne s'échappent pas en URSS ou que toute leur cage-monstre ne soit pas placée sous la surveillance de Staline, mourront comme des mouches, les vieillards, les femmes et les enfants d'abord ; ils périront dans les tourments.

Mais ce n'est point fini des terribles suites de ce crime contre les individus et les collectivités, contre les lois divines et humaines. Comme toujours après les cures du Docteur Eisenbart, le mal s'aggrave et s'étend au lieu d'être supprimé. Si le Reich, aidé par la Russie, réussissait son opération ethnique, tous les peuples de l'Europe orientale voudraient imiter ce procédé ingénieux. Les Slovaques ne voudraient plus tolérer chez eux de Magyars, les Hongrois expulseraient Slovaques, Roumains et Ruthènes, les Serbes s'en prendraient aux Magyars, aux Roumains, aux Bulgares et aux Grecs, aux Albanais et aux Musulmans de Bosnie. Et ainsi partout, comme jadis, après que les Huns eurent inauguré la migration des peuples—selon les historiens modernes les Huns furent à leur tour les victimes d'un envahisseur qui les força d'abandonner leur patrie primitive—. Le mauvais exemple gâte les bons usages, nous assure le proverbe allemand. Il corrompt davantage des mœurs nullement louables, comme celles qui gouvernent la politique nationale en Europe centrale et orientale. Chacun demandera, dans ces parages, à s'annexer les terres où ses frères de race et de langue constituent 5% de la population, et s'apprêtera à en éloigner par la violence les autres habitants. Mais comme toutes ces prétentions se contrediraient, le chaos et les conflits deviendraient inextricables et chroniques. Le plan des dictateurs Hitler et Staline qui bouleverserait toute la structure nationale des zones les plus névralgiques de notre continent ajouterait au désordre et à l'injustice présents une quantité encore plus terrifiante de tohu-bohu et d'iniquités.

Heureusement, et voici que nous écouterons un autre adage germanique, Dieu veuille à ce que les arbres ne poussent pas jusqu'au Ciel. Nous avons employé le futur de l'indicatif, afin de dépeindre dignement toute l'effroyable perspective que nous ouvre le singulier « rapatriement » des Allemands du dehors. Finalement, nous avons néanmoins introduit un conditionnel plus prudent. La raison refuse, d'accord avec le sentiment, d'admettre que tout ce programme, conçu sous le diktat d'une sombre manie, puisse être exécuté. Le moment viendra—nous n'hésitons plus à mettre le futur de l'indicatif—où les triomphes de la médecine du Docteur Eisenbart, ou, si vous préférez, du Docteur Knock, se termineront dans le ridicule et dans la pagaille. Hélas, ce seront les malades qui paieront alors les frais. Tel est pourtant, la règle du jeu. Entré dans une clinique, on en sort vivant, souffrant ou guéri, mais jamais sans acquitter la note. Le peuple allemand a choisi, à la place de représentants de la médecine classique, un guérisseur qui s'inspire du « sain sentiment populaire ». On ne badine pas avec la médecine.

Roger de CRAON-POUSSY

---